

CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 18 octobre 1990

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière

AFFAIRES COURANTES

[Français]

DÉLÉGATIONS INTERPARLEMENTAIRES

PRÉSENTATION DU RAPPORT DE LA 23^e RÉUNION
ANNUELLE DE L'ASSOCIATION INTERPARLEMENTAIRE
CANADA-FRANCE

M. Jean-Guy Guilbault (Drummond): Monsieur le Président, en vertu de l'article 34 du Règlement, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre, dans les deux langues officielles, le rapport de la 23^e Réunion annuelle de l'Association interparlementaire Canada-France.

[Note de l'éditeur: Voir les Procès-verbaux d'aujourd'hui.]

* * *

PÉTITIONS

OPPOSITION À LA TPS

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Monsieur le Président, j'ai le devoir ce matin de présenter une pétition, signée de quelque 30 Canadiens qui s'opposent fortement à l'imposition de cette nouvelle taxe sur les biens et sur les services que le gouvernement conservateur propose pour le 1^{er} janvier 1991. Ces Canadiens disent que le gouvernement conservateur a infligé au contribuable quelque 31 augmentations d'impôt depuis qu'ils ont pris le pouvoir en 1984, que l'imposition de cette taxe sera injuste, cachée et régressive, qu'elle ajoutera à l'inflation et qu'elle causera des problèmes très difficiles pour les Canadiens. Or, ces gens s'opposent vivement à cette nouvelle taxe qui constitue, d'après eux, un assaut sans précédent contre le revenu des Canadiens et des Canadiennes, qui les forcera non seulement à payer des taxes plus élevées, mais aussi à faire face à une hausse d'inflation, des taux d'intérêt et un taux de chômage élevés.

À ces causes, ils demandent humblement que le Parlement rejette cette nouvelle taxe sur les produits et services.

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, moi aussi, j'ai l'honneur de présenter une pétition, signée par un bon nombre de Canadiens, la plupart vivant dans la communauté de Sarsfield, dans Glengarry—Prescott—Russell, un très beau village où j'ai d'ailleurs le privilège d'y demeurer moi-même.

Alors, les résidants de Sarsfield dans Glengarry—Prescott—Russell protestent vivement contre l'imposition de la TPS du gouvernement conservateur et demandent humblement au Parlement de rejeter cette nouvelle taxe injuste sur les produits et services.

[Traduction]

M. Sergio Marchi (York—Ouest): Monsieur le Président, je veux, moi aussi, présenter à la Chambre des communes et au Parlement une pétition signée par un nombre important de Canadiens qui s'opposent à la TPS.

Ils exhortent le gouvernement à revenir à la raison sans plus tarder et à reconnaître que près de 90 p. 100 des Canadiens du nord, du sud, de l'est et de l'ouest du pays, jeunes et vieux, sont contre ce genre de taxe.

Ils prient humblement le Parlement d'écouter ces voix qui se font entendre d'un bout à l'autre du Canada.

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

M. Fred Mifflin (Bonavista—Trinity—Conception): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, je prends la parole pour présenter une pétition au nom de mes électeurs de la région de Dover, essentiellement Elliston, de même que de Catalina, Port Union, Little Catalina, Melrose et la région de Bonavista.

Les pétitionnaires s'inquiètent beaucoup du fait que le taux de chômage à Terre-Neuve est le plus élevé au pays. Ils sont découragés de devoir désormais travailler 14 semaines pour être admissibles aux prestations d'assurance-chômage pendant toute l'année, au lieu de 10 semaines comme c'était le cas depuis 14 ou 15 ans.